

# CLIMATE JUSTICE NOW!

La quatorzième session de l'AWG-KP et la 12ème session de l'AWG-LCA se déroulent cette semaine à Tianjin (Chine).

**Au cours de la dernière rencontre intermédiaire sur le climat à Bonn en août dernier, des propositions concrètes ont été intégrées à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) afin de faire avancer les négociations pour réduire les émissions de gaz à effet de serre d'une manière nouvelle et positive.** Les principales demandes de la Conférence mondiale des peuples sur les changements climatiques et les droits de la Terre-Mère (Cochabamba, avril 2010) ont été intégrées dans le texte de négociation du Groupe de travail ad-hoc sur la coopération à long terme (AWG-LCA) dans le cadre de la CCNUCC.

Lors de la conférence de Cochabamba, plus de 35.000 personnes de la société civile et de gouvernements représentant 140 pays ont discuté des domaines de négociations de la CCNUCC ainsi que des questions posées par les organisations sociales et les peuples autochtones. L'accord de Cochabamba issu de ce processus, intégrant des thèmes tels que les causes structurelles de la crise climatique, l'agriculture et la souveraineté alimentaire, la rupture de l'harmonie avec la nature, l'importance de créer un cadre contraignant pour identifier et juger les crimes climatiques, et le développement d'une démocratie mondiale permettant aux peuples de se prononcer sur une question qui touche toute l'humanité et la planète.

**Les propositions spécifiques de l'Accord de Cochabamba incluses dans le texte de négociation qui sera examiné à Tianjin sont les suivantes:**

- 50% de réduction domestique des émissions de gaz à effet de serre par les pays de l'annexe 1 dans le cadre d'une deuxième période d'engagements du Protocole de Kyoto pour les années 2013 à 2017.
- Stabiliser la hausse de la température à 1°C et à 300 parties par million de dioxyde de carbone dans l'atmosphère.
- Garantir une répartition équitable de l'espace atmosphérique, en tenant compte de la dette climatique provenant des émissions passées des pays développés.
- Le plein respect des droits de l'homme et des droits intrinsèques des peuples autochtones, des femmes, des enfants, des migrants, et des paysans et autres petits producteurs.
- La pleine reconnaissance de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.
- La reconnaissance et la défense des droits de la Terre-Mère pour assurer l'harmonie avec la nature.
- Garantir la réalisation des engagements des pays développés à travers la mise en place d'une Cour internationale de justice climatique.
- Le rejet des mécanismes des marchés du carbone qui transfèrent la responsabilité de la réduction des émissions de gaz à effet de serre des pays développés vers les pays en développement.
- Promouvoir des mesures qui changent les habitudes de consommation des pays développés.
- Promouvoir des politiques nationales susceptibles d'améliorer les marchés locaux et la souveraineté alimentaire au lieu de soutenir les marchés mondiaux et l'exportation.
- Adopter dans toute les instances pertinentes les mesures nécessaires afin d'exclure de la protection des droits de propriété intellectuelle les technologies qui permettent d'atténuer les changements climatiques.
- Le transfert par les pays développés de 6% de leur produit national brut aux actions faisant face au changement climatique afin de rembourser la dette écologique du Nord et utiliser ces sommes pour des mesures d'adaptation et d'atténuation dans les pays du Sud.

- La gestion intégrée des forêts pour l'atténuation et l'adaptation, sans appliquer les mécanismes du marché et avec la pleine participation des peuples autochtones et des communautés locales.
- L'interdiction de la conversion des forêts naturelles et d'autres écosystèmes précieux en plantations, car les plantations de monoculture ne sont pas des forêts, alors qu'il faut encourager la protection et la conservation des forêts naturelles.
- La gestion des fonds et des politiques liées au changement climatique doivent l'être sous la responsabilité de la CCNUCC.

**Nous vous invitons à soutenir ces propositions et faire en sorte qu'elles restent dans le texte de négociation en vue du prochain sommet de Cancun, au Mexique.** En outre, nous exigeons que vous rejetiez l'adoption du soi-disant «*accord de Copenhague*», qui n'était pas un accord de la COP15. Il a été rédigé d'une manière non transparente et non démocratique, en séances privées et par un petit groupe de gouvernements puissants, et il fut par la suite imposé à l'ensemble du processus afin de déstabiliser et de faire dérailler la CCNUCC où tous les pays ont les mêmes droits.

Enfin, nous demandons au gouvernement américain de ne pas bloquer les négociations ou de se tenir à l'écart, et nous demandons au reste du monde d'aller de l'avant, l'Union européenne doit être plus ambitieuse en ce qui concerne les objectifs du Protocole de Kyoto.

Il est maintenant temps pour la CCNUCC de se lancer dans de véritables politiques pour résoudre la crise climatique. **Les gouvernements doivent prendre des dispositions vigoureuses et des engagements juridiquement contraignants pour réduire radicalement leurs émissions de gaz à effet de serre et entamer une transition visant à s'éloigner des modes de production et de consommation non soutenables.**

Nous vous exhortons à rejeter les fausses solutions, à adopter des politiques cohérentes et des solutions concrètes fondées sur les principes de la justice climatique en vue d'éliminer les politiques et les causes profondes du changement climatique.

Cordialement,

**Membres de Climate Justice Now ! (<http://www.climate-justice-now.org/>)**

*6 Octobre 2010, signé par :*

Aitec-IPAM - France	Global Exchange - US
Amis de la Terre - France	Global Forest Coalition
ATTAC - France	Global Justice Ecology Project - US
Brazilian Network for Integration of Peoples - Brazil	Grassroots International
Campania per la Riforma della Banca Mondiale (CRBM) - Italy	Hemispheric Social Alliance - Americas
Canadians for Action on Climate Change - Canada	Human Nature
Carbon Trade Watch	IBON
Centre for Civil Society, University of KwaZulu-Natal - South Africa	Jubilee South - Americas
Climate SOS - US	Jubilee South - Asia/Pacific Movement on Debt and Development
Corporate Europe Observatory – Belgium	La Via Campesina
Council of Canadians - Canada	Legambiente – Italy
Ecologistas en Acción, - Spain	Movement Generation: Justice and Ecology Project - US
ETC Group	North East Peoples Alliance – India
Fair – Italy	Peoples Movement on Climate Change Platform – UK
FASE, Solidarity and Education - Brazil	Solidarity Workshop - Bangladesh
FERN	Sustainable Energy & Economy Network, IPS - US
Focus on the Global South	Transnational Institute
Friends of the Siberian Forests – Russia	World Rainforest Movement
Fundación Solón – Bolivia	